

Les monstres financiers : une menace pour la démocratie

Partage international n° [275](#) - Juillet 2011

La crise financière a frappé durement le Portugal et souligne l'influence que les marchés financiers ont sur le gouvernement et donc sur la démocratie. Mario Soares, ancien président du Portugal, est un critique objectif des marchés ; il les appelle les « monstres de notre temps ».

Dans un entretien avec Euronews, il explique ses propos : « Tout d'abord, la suprématie de l'économie et de la politique mercantile est une tragédie pour tout pays ou tout groupe de pays. L'union européenne est en crise aujourd'hui. Les marchés sont désorientés, comme ceux qui les gouvernent. Ce sont des monstres, personne ne sait d'où ils viennent ou ce qu'ils veulent. Nous savons qu'ils veulent de l'argent, alors ils lancent des attaques sur l'euro et par conséquent sur des pays tels que la Grèce, l'Irlande, le Portugal et autres ». Et M. Soares parle ensuite du manque d'unité face à la crise.

Le manque de transparence dans le monde n'est-il pas le vrai démon du système économique ? A cela M. Soares répond : « Il y a un rapport entre le néolibéralisme et l'idée que l'argent et le commerce dirigent le monde. Ce concept est né aux Etats-Unis. Heureusement ce n'est plus le cas ; le président Obama veut du changement, un nouveau modèle de

développement économique. Mais maintenant le peuple commence à réaliser que si l'on continue dans cette voie, l'Europe n'a pas d'avenir dans le monde. »

Au sujet de la corruption, l'ancien président portugais affirme : « Nous devons savoir qui est responsable de la crise en Europe et juger les coupables. Permettre aux responsables de la crise de diriger la finance en abandonnant les gens au pouvoir des banques et ensuite renflouer les banques pour éviter la banqueroute [...] c'est une approche intéressante ! Le monde marche sur la tête » !

Ensuite il ajoute que « ce n'est pas seulement le marché qui est mauvais, il y a un autre démon : les agences de notation. Celles-ci sont illégales. Elles n'ont pas de sens, elles n'ont pas le sens des responsabilités. Comment peuvent-elles juger des Etats membres : de quel droit, avec quelle autorité ? D'où viennent-elles, qui servent-elles ? Nous devons changer tout cela. Si cela continue de cette façon ce sera la fin du projet européen, sans nul doute. Mais je pense qu'il y aura une grosse réaction. La réaction viendra du peuple. Ce n'est pas seulement dans les pays arabes que le peuple se révolte. La révolution menace l'Europe. Les individus peuvent rejeter cette Europe et réclamer une autre Europe. Nous voulons le dialogue, le bien-être social et le respect mutuel. »

Sources : Euronews

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Faire le lien](#) ()